Tarentaise

Quand l'autoroute coûte trop cher…

La route départementale 1090 entre Albertville et Chambéry est de plus en plus fréquentée, y compris par des camions ! Pour Auguste Picollet, l'élu départemental chargé des routes, s'il y a de plus en plus de voitures sur la route départementale, «*c'est certainement dû aux gens qui n'ont pas les moyens de prendre l'autoroute*». Eh oui, tout est là, l'autoroute privatisée doit rapporter à la société AREA, et le péage pour aller d'Albertville à Chambéry s'élève à 5,20 • (*10,40 • l'aller retour*).

Concernant la section Aix-Les-Bains Chambéry Montmélian, une convention signée entre le conseil départemental et AREA autorisait une ristourne de 50 % sur le prix du péage pour les automobilistes l'utilisant pour leur travail. Depuis le 1er janvier, une nouvelle convention a été signée permettant des réductions «*moins avantageuses qu'avant*». AREA ne fait pas dans le social. Alors une question se pose : la renationalisation des autoroutes ne serait-elle pas une bonne réponse aux besoins des usagers ? Chiche !

Moûtiers

Le collectif pour l'hôpital continue la mobilisation

Le 19 mars, le collectif pour l'hôpital de Moûtiers a appelé à se rendre aux portes ouvertes du CHAM pour rappeler les risques sanitaires que fait courir la fermeture des services des urgences et de la chirurgie à Moûtiers. Nous y reviendrons.

Coise : plus de 100 personnes à l'initiative du PCF

L'intervention très suivie de Christian Picquet

Le 19 mars, l'initiative du PCF a visiblement répondu à un besoin de dialogue et à des interrogations. L'intervention de Christian Picquet, nouveau membre de l'exécutif national, portait sur le thème : « *Le Front populaire de 1936 à la lumière des luttes actuelles* ».

Il y a trois raisons de revenir sur l'expérience du Front populaire, a-t-il dit. Un, si les situations sont différentes, on vit une crise majeure de la mondialisation libérale. Deux, notre pays voit s'effondrer les fondements de la République. Trois, l'unité du camp progressiste est indispensable.

Montrant la nécessité des luttes pour faire avancer les choses (*la grève générale arrachera plus d'avancées que le programme du Front populaire n'en proposait*), Christian Picquet tirera plusieurs leçons (*toujours actuelles*) du Front populaire. D'abord, il appartient au PCF de proposer une perspective crédible. Ensuite, elle implique de rassembler pour être mise en œuvre. Enfin, il n'y a pas de changement possible sans intervention populaire.

Dénonçant «*une fin de quinquennat nauséeuse*», le responsable communiste expliqua que le Front de gauche avait échoué parce qu'il avait abandonné en route son objectif premier, «*changer la gauche toute entière*». «*La France atteint les limites de ce qu'elle peut supporter*», il faut sortir des politiques libérales. La stratégie du PCF est de tout faire pour rendre cela possible. Un débat multiforme suivit l'intervention de Christian Picquet, intervention offensive particulièrement appréciée pour sa clarté.

Hommage chaleureux et unanime à Régine Morat

Après le débat politique, un moment extrêmement convivial fut consacré au départ en retraite de la secrétaire administrative du PCF, Régine, avec beaucoup de participants. Il faut dire qu'elle a marqué la fédération du PCF 73 avec 39 ans de présence, les bons souvenirs se mêlant aux luttes difficiles. Elle a apporté aux Allos une aide et un engagement appréciés. Alors les souhaits de « *bonne retraite* » n'ont pas été que des mots de circonstance, mais des mots partis du cœur.

Liberté

Cette année, Les Enfoirés, sur une proposition et une musique de Marc Lavoine, ont repris le célèbre poème «***Liberté***» du poète communiste Paul Eluard. «*Dans ce moment de l'histoire de France,* ***Liberté*** *est un choix intéressant*» a déclaré le compositeur. Comme Jean Ferrat en son temps avec Louis Aragon, la mise en musique est particulièrement efficace pour populariser la poésie, le parent pauvre de la culture aujourd'hui. On note juste que, parmi les interprètes, se trouve Jean d'Ormesson dont les propos sur la libération du Vietnam avaient conduit Jean Ferrat à riposter pas sa chanson «*Un air de liberté*». Certains Enfoirés le seraient-ils vraiment ?...

Les Allobroges Savoyards

Bimensuel départemental du PCF - N° 940 - mardi 29 mars 2016

Editorial

Ils disent «sécurité» mais pensent «ordre moral» !

Au nom de la sécurité, Laurent Wauquiez, le nouveau président de Rhône-Alpes Auvergne, situé très à droite de l'échiquier politique, s'est lancé dans l'installation de tourniquets pour filtrer les entrées dans une quinzaine de lycées de la Région. Même la ministre de l'Education Najat Vallaud-Belcacem a exprimé sa «*perplexité*» quant à l'efficacité de la mesure… Il faut dire que, créer des files d'attente pour passer à travers un tourniquet n'est sûrement pas le nec plus ultra de la sécurisation !

A Louis Armand, lycée des Hauts de Chambéry concerné par le projet (*voir notre article en page intérieure*), les choses ne sont pas allées de soi, personnels et lycéens refusant tourniquets et caméras de surveillance. Les lycéens se sont mobilisés et ont bloqué les entrées de l'établissement. Nos photos montrent les banderoles et les dessins de caméras barrées réalisées par les jeunes. Le référendum organisé par le Conseil de vie lycéenne sur le sujet a obtenu un taux de participation plus que respectable (*57,14% des 1 428 élèves ont répondu !*), 90,36% des votants rejetant le projet de Laurent Wauquiez. Cela s'appelle une claque.

Devant cette forte mobilisation, «*la Région a fait savoir qu'elle suspendait la mise en place de tourniquets et de caméras*». C'est un premier recul et le Dauphiné-Libéré titre : *La Région lâche du lest*». «*L'intransigeant*» Laurent Wauquiez est comme Manuel Valls, quand ça résiste, il manœuvre. Mais cela prouve que l'action est efficace quand elle est rassembleuse.

Pourquoi donc Laurent Wauquiez s'est-il lancé dans cette «*aventure*» ? Les lycéens en savent la nocivité. L'un d'eux

Mobilisation à Louis Armand

(*en terminale à Louis Armand*) estime que «*la réponse à la violence ne se fait pas par la peur*», et constate lucidement que «*ce portique fait peur et crée un climat tendu*».

Et c'est bien là le but réel poursuivi aussi bien par la droite que par le gouvernement socialiste, faire peur, créer un climat tendu pour faire accepter à la jeunesse et aux salariés les réformes ultralibérales qu'ils combattent à juste titre.

Ils disent «*sécurité*», mais ils pensent «*ordre moral*». La société autoritaire qu'ils veulent est celle qu'exige le Medef. Et la pratique du gouvernement socialiste comme les propositions des Républicains de Nicolas Sarkozy sont la réponse à cette exigence. Les regroupements de communes et d'intercommunalités éloignent les lieux de décisions des citoyens (*le projet Gaymard Monteil de fusion des deux Savoie s'inscrit dans ce cadre*), la loi El Khomri veut livrer au patronat des salariés isolés, désarmés, la volonté de faire entrer l'état d'urgence dans la constitution entend pérenniser l'état de peur.

Inséparable de l'authentique idéal républicain, la démocratie est un enjeu très fort de la lutte des classes. Et rien ne peut demeurer en l'état, le statu quo n'est plus possible. «*Ils*» veulent dynamiter les acquis démocratiques de notre peuple, nous voulons les étendre comme jamais, dans la société et dans l'entreprise. Une VIème République est à l'ordre du jour.

Alain Dupenloup

Sommaire : Editorial - Tous en lutte le 31 mars ! - Long conseil municipal à Chambéry - Refus des tourniquets à Louis Armand - Congrès du PCF - Allos Sports - Commémoration en Maurienne - La situation à Carbone Savoie - Réussite de l'initiative de Coise.

Le 31 mars, grèves et manifestations pour le retrait du projet de loi travail

***Rassemblements à Albertville à 10h** devant Géant Casino (face à Décathlon), **à St Jean-de-Maurienne à 10h** sur la place du Champ de Foire, et **à Chambéry à 14h**, place du Palais de justice.*

Nous appelons tous nos lecteurs à participer aux rassemblements et manifestations de leur secteur ! Car la modification à la marge du projet de loi travail n'en a pas modifié la philosophie générale. Certes, sous la pression de la rue, 5 points ont été légèrement modifiés (*Le compte personnel d'activité, l'augmentation du temps de travail des apprentis mineurs, le plafonnement des indemnités prud'homales, la question des forfaits jours dans les PME de moins de 50 salariés et les durées maximum de travail*). Manuel Valls ne pouvait pas faire moins pour neutraliser l'engagement des syndicats réformistes…

Les autres points n'ont pas bougé, l'accord d'entreprise primant toujours sur la loi, ce qui est un recul social inimaginable ! Le fond du projet est inchangé, il faudra travailler plus pour gagner moins, les licenciements seront facilités, la démocratie sociale dans l'entreprise est cassée, la médecine du travail est remise en cause. S'il fait semblant de bougonner pour «*dire de…*», le Medef est satisfait.

Alors, le 31, tous dans la rue !

Fusion des deux Savoie

Il faut un large débat public et un référendum !

La réunion du Conseil d'administration de «*l'Assemblée des pays de Savoie*» (*une structure non élue qui entend décider à la place des citoyens*) a mis sur la table la question de la fusion des deux départements de Savoie et Haute-Savoie.

Deux conseillers départementaux, Patricia Mahut (*pour la Haute-Savoie*) et Claude Giroud (*pour la Savoie*) doivent plancher sur «*les incidences d'un rapprochement entre les deux départements*» en pesant «*les opportunités et les risques d'un service départemental unique à l'échelle des deux départements* ». Dans le même langage technocratique destiné à ceux qui savent, Hervé Gaymard a dit : «*Cette étude d'impact vise à objectiver un certain nombre de choses*». Fichtre !

Mais, après ces propos convenus, la question de la consultation des populations a été posée par quelques élus. Et là, ça gratte. «*D'accord, mais quel contenu juridique pourra-t-on donner à cette consultation ?*» a questionné Hervé Gaymard qui n'y est pas favorable. Eh bien, non seulement il faut une consultation des citoyens, mais, de plus, elle doit être précédée d'un vrai et grand débat contradictoire public !

Les communistes savoyards s'exprimeront sur la question. Ils réfléchissent à la meilleure façon de mobiliser les gens.

LES ALLOBROGES SAVOYARDS
Bimensuel départemental du PCF
326 avenue Alsace Lorraine - 73000 Chambéry
Directeur de la publication :
Alain Dupenloup
Commission paritaire 0220 P 11348
Tél. 04 79 62 04 13 - Fax : 04 79 62 17 51

Imprimé par nos soins

BULLETIN D'ABONNEMENT POUR 1 AN

Nom - Prénom : .....

Adresse : .....

.....

☐ 22 euros

☐ Soutien à partir de 30 euros

à renvoyer avec le règlement à :
Les Allobroges Savoyards, 326 avenue Alsace Lorraine, 73000 Chambéry.

Date : .....

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Carbone Savoie

Les salariés obtiennent des avancées, mais la question de l'emploi reste en suspens

Après une grève longue et bien suivie, les salariés de Carbone Savoie (*à Notre Dame de Briançon*) ont repris le travail. Ils ont obtenu des avancées non négligeables : il y aura une expertise des fours de Vénissieux (*afin que le montant des investissements nécessaires soit établi*), les salariés vont toucher une prime de session de 4 000 • brut, et les journées de grève seront payées. Leur lutte a fait reculer la direction.

Mais la question de l'emploi reste posée et la CGT entend bien la mettre au centre des nouvelles négociations, car c'est une question très importante. Le PCF partage ce «*souci*» : pour ses militants, il faut embaucher et, à minima, compenser tous les départs à la retraite.

La lutte courageuse et déterminée des salariés de Notre Dame et Vénissieux a réveillé pas mal de monde. Certains ont voulu «*voler au secours de la victoire*». Bernadette Laclais, députée PS de Savoie, s'est fendue d'un communiqué sur son site, «*préoccupée par la situation*», et «*à l'écoute de tous les acteurs*». Elle ajoute : «*J'ai été en contact régulier avec le cabinet du ministre de l'Economie pour qu'une médiation soit fructueuse*». C'est bien. Mais au-delà du vocabulaire convenu, on aimerait que Bernadette Laclais soutienne les députés communistes lorsqu'ils réclament des droits nouveaux pour les travailleurs, et qu'elle combatte avec eux la loi Khomri. Sa «*préoccupation*» nous semblerait plus crédible.

Quant à la CFDT Carbone Savoie, elle a fait venir Edouard Martin (*l'ancien syndicaliste de Florange devenu député européen socialiste*) à La Léchère. Drôle d'initiative. La CGT a immédiatement fait savoir que, pour elle, «*il était hors de question d'échanger avec celui qui s'est servi de Florange pour son ambition personnelle*». Les coucous ne sont pas les bienvenus dans le nid ouvrier de Notre-Dame…

Carnet de deuils

Section d'Albertville

Notre camarade **Pierre Buchallin**, de Gilly-sur-Isère, a eu la douleur de perdre **son épouse**. Nous partageons sa peine et l'assurons de toute notre sympathie.

Les anciens de l'Ecole normale d'Albertville s'associent à ces condoléances.

Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès, après une longue maladie, de notre camarade **Olivier Blaire**, résidant à Grignon, et exerçant le métier de facteur. Nous présentons nos plus sincères condoléances à son épouse, petite fille de Francelin Gindrat, et à toute la famille.

Rencontre nationale entre le PCF et le PG

Une question qui inquiète

Dans le cadre de la préparation des élections présidentielle et législatives, souhaitant connaître le positionnement de chacun, le PCF a rencontré différents partis et organisations opposés à la loi Khomri.

Le PCF a ainsi rencontré successivement des «*frondeurs*» du PS (*motion B*), puis, avec la coordination du Front de gauche, Ensemble, République et Socialisme, et le PG.

Discutant de la désignation des candidatures aux législatives telle que la souhaite Jean-Luc Mélenchon (*à savoir des candidatures issues d'assemblées citoyennes, et hors partis*), la question suivante a été posée au PG : «*Ces candidatures pourraient-elles être concurrentes avec celles des députés Front de gauche sortants ?*». **Le PG n'a pas répondu à cette question**.

Ce silence inquiète : essayons de ne pas aggraver les divisions et travaillons plutôt au rassemblement antilibéral. Les élus communistes et Front de gauche y ont leur place.

Chambéry

La casse continue

Au moment où nous allions mettre le journal à l'imprimerie, nous avons appris que la municipalité de Michel Dantin avait décidé la fermeture de l'école maternelle Pablo Neruda !

L'Académie n'aurait-elle pas son mot à dire ?...

Avant Pays

Partir des thèmes locaux

La réunion de section des communistes de l'Avant-Pays savoyard a été particulièrement riche et offensive. Les participants ont décidé de «*partir des thèmes locaux*» pour remettre les citoyens en politique.

Et, répertoriés, ceux-ci ne manquent pas. Par exemple, qu'en sera-t-il du lac d'Aiguebelette en cas de privatisation du secteur de l'énergie ? EDF détient 30 % de l'eau du lac et a obligation d'en maintenir le niveau pour garantir l'écosystème. L'appropriation privée des eaux pourrait inciter l'investisseur à «*retenir l'eau pour faire monter le prix de l'énergie et faire turbiner quand ce prix est au plus haut*». Une réunion publique est envisagée.

Le problème du centre aéré a été évoqué. «*A cause de la hausse des tarifs, sa fréquentation a baissé*». Le but des décideurs politiques n'est-il pas de favoriser l'émergence d'un marché privé de la petite enfance, du périscolaire et de l'animation pour les enfants qui ne partent pas en vacances ?

Concernant les autres aspects de l'activité de la section, on peut d'ores et déjà annoncer que **le tirage de la tombola du cabri aura lieu le samedi 23 avril à 18h**, tandis que **le concours de pétanque se déroulera le 6 août**. Les communistes de l'Avant-Pays ont donc du pain sur la planche.

St Georges d'Hurtières

L'esprit de Résistance toujours riche d'avenir

Comme à l'accoutumée, la cérémonie en hommage à la Résistance et à la Déportation de Saint-Georges d'Hurtières s'est déroulée en deux temps. La première partie eut lieu au Plan du Bourg où un public fidèle (plus de 100 personnes et 25 porte-drapeaux) rendit hommage aux maquisards victimes de la dénonciation d'un agent français au service de la Gestapo. Après une résistance héroïque, les maquisards furent fusillés ainsi qu'un agriculteur voisin.

Le Maire, Alain Bouvier, retraça cette tragédie avec émotion avant l'allocution du vice-président de l'ANACR qui insista sur les valeurs de la Résistance et rappela la part des résistants savoyards dans le combat pour la mémoire et l'histoire, notamment Angel Gruppo, Marinette Moulin et Marcel Gauthier. Il ajouta : «*les résistantes et les résistants ont su se rassembler pour combattre le fascisme, pour libérer la France. Aujourd'hui alors que la menace fasciste est réactualisée et vivifiée par la crise multiforme que connaît le monde, il importe que nous nous rassemblions de nouveau. C'est pourquoi l'ANACR appuie toutes les initiatives pour la paix dans le monde et combat tous les fanatismes. L'ANACR continue la lutte menée par les résistants contre le racisme, l'antisémitisme et la haine de l'étranger*». Et il conclut : «*l'esprit de résistance est riche d'avenir. Le grand poète Paul Eluard l'a fort bien dit : «Tu lutteras pour changer la vie»* …

En fin de matinée, devant le Monument aux Morts, en présence de M. le Sous-Préfet, des élus locaux et des représentants de la gendarmerie, toutes les victimes de la Guerre de 39-45 furent honorées, en particulier les déportés, dans les allocutions du Maire et de Charles Ortiz, président des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation qui mentionna également les actions de son association, notamment les nombreux témoignages en milieu scolaire de Christian Desseaux, ancien déporté à Dora. Auparavant, deux élèves du collège d'Aiguebelle accompagnées de leur professeur Cédric Brunier avaient lu le poème de Robert Desnos : «*Ce cœur qui haïssait la guerre*». C'est la musique de l'Echo de Charbonnières, toujours très appréciée, qui mit un point d'orgue à cette matinée où le soleil succéda joliment à la fraîcheur certaine du commencement.

Au-delà de leurs sensibilités, signalons que, sans concertation, les orateurs avaient mis l'accent sur l'avertissement du dramaturge allemand, Bertold Brecht qui avait déclaré : «*le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde*».

Gérard Simon

A propos de la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie : 19 mars 1962

Cette célébration dans de nombreuses communes de Savoie a fait l'objet dans la presse de comptes rendus qui, tout en témoignant de la souffrance de ceux qui l'ont vécu, développent autour de cette date une certaine polémique.
Bien entendu, ce débat alimenté par les nostalgiques d'un système colonial unanimement condamné, autorise tous les mensonges et je cite (D L du 21 mars) :
«*On ne veut plus cautionner la célébration d'une défaite. La guerre a duré jusqu'en 1964 (!), et de 62 à 64, il y a plus de morts que pendant les 7 ans de 54 à 62*». L'énormité du propos se suffit à elle-même. Elle appelle malgré tout une mise au point.

1 - Dans aucun article relatif à cet évènement il n'est fait mention de **toutes** les victimes du conflit algérien. Que l'on pleure les 30 000 soldats français et les civils pieds noirs massacrés avant ou après le 19 mars est un devoir de mémoire. Que l'on passe à la trappe le million de morts algériens et une population rurale enfermée dans les camps de regroupement m'apparaît comme une indécence.

2 - Jacques Pradel, président de l'Association Nationale des Pieds noirs Progressistes juge « *particulièrement indécent qu'aujourd'hui ce soit justement les nostalgiques du passé colonial et l'extrême-droite qui utilisent les violences d'après le 19 mars 62 pour contester la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie à cette date*».

Surtout lorsqu'on sait que c'est l'OAS, par ses attentats, par les exécutions de soldats français, de progressistes civils, qui a déclenché et attisé une violence qui est devenue ensuite incontrôlable.

René Palanque

Soutenez Les Allobroges :
proposez l'abonnement autour de vous

Chambéry

Le (long) conseil municipal du 21 mars, 5h30 d'un mauvais film

La majorité de Michel Dantin n'est pas coutumière de la démocratie. Elle lui préfère le fait accompli. Josiane Beaud (*1ère adjointe*) a affirmé lors d'une interview à TV net citoyenne : «*On sait aller vite*». En effet, des délibérations engageant la commune pour 30 ans sont prises «*à la hussarde*», en limitant au minimum syndical le temps consacré à la réflexion… Le dossier chaud de cette séance était la privatisation des parkings, ceux de surface (*pour au moins 7 ans*), les enclos et les structures (*pour 30 ans*). Les recettes annuelles de ces plus de 5000 places dépassent le million d'euros. Lorsque l'on se plaint de ne pas avoir assez de ressources, se priver des parkings, des pompes funèbres et du crématorium est pour le moins hasardeux et bien éloigné d'une gestion «*de bon père de famille*», comme cela se disait lors de la campagne électorale…

Le Plan de circulation va bientôt changer, et des travaux ont déjà commencé avant même qu'il ait été voté… sans doute dans le souci «*d'aller vite*». Aucune concertation avec les habitants du centre ville ! Evidemment, cela a nécessité ensuite quelques rétropédalages. Ainsi, les riverains du quartier de la gare ayant exigé un quartier «*apaisé*» après avoir appris que le nouveau plan de circulation allait faire passer quotidiennement 400 bus sous leurs fenêtres, la mairie a annoncé que la rue Perceval ne serait pas utilisée.

Le maire n'a pas manqué d'ajouter une nouvelle couche sur les dettes «*toxiques*». Cet écran de fumée ne saurait tromper les Chambériens sur la réalité : Michel Dantin mène une politique libérale où les services publics sont une cible de choix. Il a annoncé qu'en période de disette budgétaire il fallait réduire la voilure *: «Nous sommes déjà arrivés à l'os, il faut maintenant couper*». A quoi donc servira la hausse des recettes fiscales de 5 millions d'euros? Aux caméras de surveillance ? Aux intérêts de la dette (*600 000 •)* ? Dans tous les cas, ça ne servira pas une politique ambitieuse pour Chambéry.

De leur côté les associations sont toujours à la diète. 90 associations ne sont plus subventionnées depuis l'arrivée au pouvoir de l'équipe Dantin.

Les élus d'oppositions ont voté contre les budgets (*principal et annexes*). Le prochain conseil municipal aura lieu le 6 avril. A cette occasion, la section PCF de Chambéry appelle à un rassemblement contre la privatisation des services funéraires (*plus de 1.5 million d'• de recettes en 2015*).

Florian Penaroyas

Chambéry

Le lycée Louis Armand n'a pas besoin de tourniquets

Le lycée Louis Armand est un espace de réussite pour ses élèves. Mais il est dévalorisé par l'exécutif régional. En effet, sur décision de Laurent Wauquiez, le nouveau président de la Région, une quinzaine de lycées vont être transformés en zone de «*surveillance renforcée*» avec tourniquets à l'entrée, et caméras à l'intérieur. Louis Armand est concerné. Cette bunkerisation des établissements d'enseignement ne garantit en rien une meilleure sécurité (*au contraire, des grappes d'élèves faisant la queue devant un tourniquet constituent une cible ce choix pour des malfaisants*). Par contre, elle stigmatise le quartier et prépare une société autoritaire où chacun doit «*marcher droit*».

Depuis plus de 30 ans, le lycée Louis Armand (*qui accueille des élèves de milieux sociaux très divers*) a fait le choix de l'ouverture, à la fois sur son quartier et sur la culture. Réputé pour son offre éducative, il est, pour Les Hauts de Chambéry, un espace de fierté et d'espoir, et il attire des jeunes venus parfois de loin pour étudier au plus haut niveau. Un tract communiste dit : «*Rien de ce qui se passe à Louis Armand aujourd'hui, ni de ce qui s'est passé hier, n'évoque la nécessité d'une bunkerisation. Ce sont des années de travail des acteurs de terrain qui sont ignorées et compromises*».

Pour sa part, le proviseur affirme : «*Depuis que je suis en poste, nous n'avons pas eu à déplorer de problèmes au sein du lycée et, au jour d'aujourd'hui, je ne vois aucune raison, a priori, d'essayer de sécuriser un établissement où tout se passe bien*». Certes, il avait demandé une intervention des autorités à propos du parking extérieur où quelques voitures avaient brûlé fin 2015, mais il n'avait jamais souhaité de tourniquets à l'entrée du lycée. Laurent Wauquiez a utilisé la demande concernant le parking pour mettre en œuvre la politique sécuritaire qui constitue son fond de commerce électoral. Ses amis des sociétés de sécurité sauront lui renvoyer l'ascenseur en cas de besoin…

A peine investi du pouvoir dans la Région, Laurent Wauquiez, se croit autorisé à jouer avec la réputation d'un établissement scolaire. Juste pour dire à la presse nationale qu'il a fait quelque, chose pendant ses 100 premiers jours de pouvoir, des choses «sécuritaires», qui semblent donc sérieuses. Pour Laurent Wauquier, ce qui est sérieux c'est son avenir politique.

Comme le dit le secrétaire du PCF chambérien, «*enfermer les lieux de culture, c'est chercher à étouffer la science et l'audace dans la crainte. C'est préparer la normalisation d'une société*». Les lycéens (*qui ont lancé des initiatives avec les personnels*) ont organisé un referendum avec la question suivante : «*Est-ce que le projet de sécurisation du lycée vous semble utile ?*». Le résultat est sans appel : 90% des votants ont répondu non. Aux dernières nouvelles, la lutte des personnels et des lycéens a conduit le Conseil régional à envisager une concertation. La mobilisation paye !

Congrès du PCF

Le débat est lancé en Savoie

Avec la venue de Christian Picquet à Coise, après plusieurs réunions publiques ou internes (*en Tarentaise, en Maurienne, à Chambéry*), on peut dire que le débat sur les orientations du congrès du PCF est lancé dans notre département. Les sections vont d'ailleurs toutes se réunir.

La base commune a été adoptée par le Conseil national et les textes alternatifs validés (*il faut simplement qu'ils soient rédigés par des communistes à jour de leur cotisation, ce qui est normal*) seront mis entre les mains de tous les adhérents du PCF (*à notre connaissance il y a déjà deux textes alternatifs, l'un intitulé «l'ambition communiste pour un Front de gauche populaire», l'autre «unir les communistes, le défi du parti»*). Notre journal ne les reprendra donc pas (*sa pagination n'y suffirait pas*), mais il relatera les points de vue qui se seront exprimés dans les réunions de base. Les Allobroges veulent en montrer la richesse. Par contre, les communiqués et contributions sont à envoyer à L'Humanité.

La question du rassemblement

C'est une question très importante qui a déjà été beaucoup abordée. Pour Christian Picquet, c'est une nécessité, et quand le PCF s'en est emparée, il a progressé et fait progressé la société. Pour des intervenants de Petit-Cœur, cela ne doit pas se faire «*en baissant la garde*». Pour des communistes Albertvillois du réseau «*faire vivre le PCF*», «*il faut se rassembler pour être efficaces, et pour cela, il faut répondre aux enjeux de la période*».

Deux idées ressortent des débats : un, le rassemblement n'est pas une fin en soi mais doit s'articuler autour d'un projet de société. Deux, ce projet constitue forcément le contraire de la politique menée par François Hollande, Manuel Valls et Emmanuel Macron. Il doit viser au changement de société. Tout le monde semble d'accord là-dessus.

Concernant le Front de gauche lui-même, la section PCF d'Aix-Les-Bains s'est adressée aux directions départementales du PCF, d'Ensemble et du PG pour les appeler «*à reprendre contact entre elles*».

La question des primaires

Cette question fait fortement débat (*les 27 présents de la réunion de section Albertville et Basse Tarentaise sont partagés sur la question*). Pour Christian Picquet, ce n'est pas le PCF qui a lancé cette question, mais Pierre Laurent a refusé le repli sur soi en déclarant aux initiateurs de la primaire : «*Discutons du projet*». Christian Picquet ajoutera : «*on ne sait même pas si l'histoire de la primaire ira jusqu'au bout*». Pour Pierre Laurent, le «*périmètre*» de rassemblement de la primaire, ce sont tous ceux qui combattent la loi El Khomri.

Pour un militant présent à Petit-Cœur, primaire ou pas, la question de la candidature sera toujours une question incontournable. Pour une autre, il ne faut pas s'embarrasser des primaires. Pour un troisième, les primaires «*ne sont pas un problème*», d'ailleurs personne aujourd'hui au PCF ne parle candidature, tous parlent projet.

Pour «*certains communistes d'Albertville*» militants de «*faire vivre le PCF*», «*l'entêtement dans la primaire nous enferme dans les institutions et nous confond avec ceux qui défendent le système, nous privant de notre identité contestataire et transformatrice*». Pour ces adhérents, la primaire peut «*remettre en selle le parti socialiste*».

Europe et euro : en sortir ou pas ?

Ce sont des questions importantes qui ne sont pas toujours abordées, la preuve en est qu'à la fin de la réunion de Petit-Cœur un adhérent a dit : «*Et n'oublions pas l'Europe !*». Une formule (*prononcée lors de l'AG d'Albertville*) mérite attention : «*Il faut lutter contre le capitalisme, non contre l'Europe*».

Pour leur part, les membres du réseau «*faire vivre le PCF*» pointent «*un refus d'ouvrir le débat sur la sortie de l'Union européenne et l'euro, malgré le révélateur grec*», et regrettent «*l'abandon d'une analyse marxiste permettant de penser le mouvement et ses contradictions*».

Pour le secrétaire d'une section de Tarentaise, «*la question est moins de sortir ou de rester dans l'euro que d'en changer l'utilisation et de modifier le rôle de la BCE. Elle pourrait prêter aux Etats à taux zéro pour l'emploi, au lieu de donner aux banques*».

Il est clair que, dans un cas comme dans l'autre, la démarche sera difficile. Ce débat est un vrai débat et les propositions et analyses des uns et des autres sont toutes à écouter et à discuter.

En tout état de cause, ce sont les communistes qui, par une consultation interne, décideront des décisions à prendre.

Chambéry

Conférence de Jean-Luc Romero sur le thème de la fin de vie

Le 19 mars, à Chambery, le président de l'Association pour le droit à mourir dans la dignité, Jean-Luc Romero, a présenté son livre «*Ma mort m'appartient*». Militant inlassable pour une nouvelle loi autorisant l'euthanasie, Jean Luc Romero a rappelé l'historique de la question depuis la loi Kouchner de 2002 (*contre l'acharnement thérapeutique*) jusqu'à la loi de février 2016, avec des anecdotes qui seraient drôles si le sujet n'était pas aussi dur.

Il a rappelé que le candidat Hollande, parmi les nombreuses promesses non tenues, a trahi la proposition 21 de son programme : *«Je proposerai que toute personne majeure en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, provoquant une souffrance insupportable, et qui ne peut être apaisée, puisse demander, dans des conditions précises et strictes, à bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité».*

Au lieu de cela, La loi Léonetti 3 est arrivée qui n'apporte rien de nouveau. La philosophie reste la même, le «*laisser mourir*», même au mépris de la dignité, parfois sans soins palliatifs, au lieu du «*faire mourir*». Pour le conférencier, il faut mettre la volonté des malades au centre de tout, ce qui n'est pas le cas dans la loi actuelle. Selon le dernier sondage Ifop sur la question, plus de 90 %¨des Français sont pour. Il s'agit bien d'un sujet de société à ne pas éluder.

Le livre de M. Romero est poignant, et par l'histoire personnelle de l'auteur, et par les tragédies qui sont les conséquences des hésitations à légiférer, au contraire de nos voisins belges et hollandais.

Florian Penaroyas

« *Ma mort m'appartient, 100% des Français vont mourir,les politiques le savent-ils ?* ». Aux Editions Michalon.

Allos Sports

Handball : Le Chambéry SH, largement défait à Nantes, est redescendu à la 5e place. Le podium reste pourtant accessible. En Coupe d'Europe, grâce à la victoire en Suède, les Chambériens sont qualifiés pour les ¼ de finale. En PréNational, encore un assaut vainqueur pour l'ASSAU (le 6e consécutif et cette fois contre le leader Guilherand-Granges !). Les équipiers de Thierry Cointy font ainsi un bond spectaculaire au classement (de la 11e à la 7e place).

Basket : Aix-Maurienne reste 3e malgré un revers malvenu contre Vitré effacé par le succès contre La Rochelle.

Biathlon : Belle performance de la biathlète des Saisies Justine Braisaz, médaillée de bronze (en compagnie de A. Bescond, A. Chevalier et M. Dorin) du relais aux championnats du monde disputés en Norvège (France 1ère nation avec 11 médailles dont 4 d'or pour M. Fourcade et 3 d'or pour M. Dorin). Justine a confirmé ses progrès lors d'une des dernières épreuves de la Coupe du monde en prenant la 4e place.

Ski alpin : J Lizeroux, 4e, a réalisé la meilleure performance française de la saison en slalom spécial et s'est hissé parmi les 10 premiers de la spécialité (9e). A noter aussi, la 2e place de T. Barioz (de Courchevel comme A. Pinturault) en géant féminin. Mais l'exploit de fin de saison revient aux géantistes auteurs d'un tiercé gagnant exceptionnel : Fanara 1er, Pinturault 2e et Faivre 3e. Le bilan du ski français est très positif et Pinturault égale désormais J.C Killy avec 15 victoires en Coupe du monde (et une place sur le podium au classement général).

Rugby : Fédérale 1 : dans le choc au sommet, les poulets de Bresse (Bourg) ont plumé les coquelets savoyards (SO Chambéry) après un combat équilibré durant une bonne mi-temps. En F 3, Montmélian se dirige sans difficulté vers la pole position. Quant aux féminines de Savoie, elles ont pris le pouvoir aux Violettes bressanes et peuvent le conserver jusqu'au bout. En honneur interrégional, le SOUAlbertville, malgré deux nouvelles victoires, en particulier à Bron, actuel 2e, doit cravacher pour la maintien . Curieux règlement qui risque d'envoyer à l'étage inférieur une équipe parmi les meilleures en 2016. Quant à Aix les Bains, il a assuré sa place en demi-finales et reste premier de sa poule.

Parfois on se demande pourquoi aimer le rugby. Françoise Sagan , écrivaine de renom a répondu ainsi *: «Tout spectacle sportif porte en lui le prétexte d'aider l'homme à échapper à ses soucis quotidiens (…) Aucun n'est plus puissant à ce propos qu'une rencontre de rugby : les spectateurs s'y retrouvent tels qu'ils auraient aimé rester. Ce n'est pas parce qu'il est violent que j'aime le rugby. C'est parce qu'il est intelligent».*

Gérard Simon